

## PRÉSENTATION

Rares sont aujourd'hui les pays où l'on peut observer un processus significatif d'occupation démographique et économique de vastes portions du territoire national comme c'est le cas au Brésil ou en Indonésie. Pourtant, à un moindre degré, il s'agit d'un phénomène très répandu actuellement dans la zone intertropicale. On lui doit notamment la disparition rapide de la forêt ombrophile, de l'Amérique du Sud à l'Asie du Sud-Est, substituée, dans le meilleur des cas, par des cultures commerciales permanentes, et, plus souvent par une agriculture sur brûlis et par un élevage très extensif, qui trouvent dans la consommation d'espace une stratégie cohérente d'optimisation du rapport travail/produit susceptible de compenser partiellement l'absence de capitalisation technique. On doit remarquer que le terme de « frontière » appliqué à ce processus est en grande partie propre au continent américain. Certes, il s'agit du terme anglais *frontier*, popularisé par Turner au siècle dernier dans son analyse de l'expansion territoriale nord-américaine et étendu à l'Amérique latine. Mais y aurait-il des différences réelles au-delà de la terminologie? Pourquoi, par exemple, le terme de *frontière* n'est-il guère utilisé par les chercheurs africains ou africanistes? Pourquoi ce projet d'un Cahier de Sciences Humaines de l'ORSTOM consacré à la frontière a-t-il rencontré peu d'écho auprès de ceux-ci? La conquête de nouveaux espaces est pourtant un fait permanent de l'histoire africaine et les exemples actuels ne manquent pas, qu'il s'agisse de fronts pionniers dont la dynamique est due à l'extension d'une culture d'exportation (cacao au Ghana et en Côte-d'Ivoire, arachide au Sénégal), de l'expansion territoriale d'un groupe ethnique (Mossi au Burkina Fasso...), ou bien encore d'un front pluriethnique de petits agriculteurs (Mayombé), sans même parler des hautes terres de Madagascar, étudiées par J.-P. Raison, et des expériences de colonisation encadrée réalisées en Tanzanie, au Mozambique ou au Kenya, entre autres.

L'expansion de la frontière serait-elle un concept étroitement lié au mythe fondateur d'une société donnée, en particulier à la colonisation européenne en Amérique latine, où la faiblesse des effectifs démographiques antérieurs et la progression continue du peuplement d'origine européen auraient contribué à produire des représentations culturelles spécifiques?

Il ne suffirait pas qu'un espace soit colonisé par un groupe en expansion, ni même que l'État utilise ponctuellement quelques territoires inoccupés pour l'installation de petits paysans ou d'entreprises agro-industrielles pour que l'on puisse parler de « frontière ». A partir du moment où le terme de « frontière » apparaît dans les discours officiels, est diffusé par les médias, utilisé (voire manipulé) pour désigner l'expansion de la société nationale et l'intégration territoriale, il exprime un phénomène global de société et acquiert une dimension symbolique qui dépasse l'aspect concret et localisé du phénomène mais contribue grandement à lui fournir ses principales caractéristiques. Nous n'étudierons donc pas ici la frontière comme un ensemble de phénomènes d'occupation de zones marginales comme cela a déjà été remarquablement fait (1), mais comme une composante du patrimoine, matériel aussi bien qu'idéologique, qui détermine les relations des sociétés avec leur espace. A la lecture des articles réunis ici, il apparaît que le phénomène doit être assumé dans sa dimension nationale, idéologique; la frontière est en effet censée offrir au pays entier de nouvelles perspectives (croissance économique, solutions de problèmes sociaux, maîtrise du territoire dans un sens nationaliste, etc.). La frontière est alors définie à la fois comme construction idéologique, trait culturel et ensemble de phénomènes concrets extrêmement divers (entre lesquels le seul lien est souvent l'appartenance à un même champ de représentations) où l'on retrouve la présence de l'État à tous les niveaux.

Le rôle de l'État est particulièrement déterminant pour catalyser et réorienter les espoirs et les tensions sociales, les détourner vers une dimension horizontale, supposée offrir la promotion verticale impossible dans les régions économiquement et sociologiquement stabilisées. En promettant les mêmes chances pour tous sur la frontière, l'État prône un égalitarisme théorique qui est une concrétisation de l'utopie pionnière, il peut ainsi se désengager des

---

(1) Les phénomènes de « frontière » dans les pays tropicaux. Travaux et Mémoires de l'IHEAL, n° 34. Paris, 1981.



conflits centraux; c'est pour cela qu'on présente souvent la « frontière » comme un substitut à la Réforme Agraire (1). Grâce à cette possibilité de rejeter les conflits à la périphérie et de les renvoyer à l'idéologie pionnière, grâce aussi à sa manipulation continue de l'espace (ouverture de routes, découpages administratifs, etc.) l'État assure sa légitimité et étend sa souveraineté. Le fait est qu'en Afrique, il est rare que l'État ait pris en charge une telle construction. Doit-on mettre en cause la relative faiblesse des États et de leurs ressources financières qui a souvent entraîné l'abandon des opérations d'occupation de terres neuves (conception, encadrement, financement) à des organismes étrangers ou internationaux? Est-ce un effet de la mosaïque ethnique et de l'emprise traditionnelle sur le sol: quel espace, en effet, pourrait être désigné comme « frontière », c'est-à-dire comme espace à coloniser, sans déclencher la réaction des « colonisés »? L'État, pour se maintenir, doit tenir compte de cette pluralité, sinon il pourrait, comme cela arrive parfois, avoir à affronter des mouvements de sécession. On pourrait également invoquer l'existence d'un paysannat enraciné, structuré, au sein duquel les solidarités villageoises et le lien à la terre sont forts et contribuent à freiner les mouvements de population, même au sein des zones densément peuplées. Où, jusqu'à présent, les conditions d'expansion d'une société sur de vastes espaces ont-elles été mieux réunies que sur le continent américain? Les différences ethniques et techniques ont facilité la négation de formes d'occupation de l'espace propres aux populations autochtones. Le massacre des Indiens apparaît comme indissociable de la frontière car son expansion s'effectue toujours dans un espace idéologiquement considéré comme vide, d'un point de vue démographique ou économique, voire juridique. La preuve en est que l'idéologie de la frontière est nettement moins accentuée dans les pays sud-américains qui ont une forte proportion de population amérindienne avec laquelle il a fallu composer. Même en cas d'importantes disparités techniques, une forte organisation des populations autochtones peut freiner l'expansion de la frontière, comme le montrent les fédérations shuar (Pérou-Équateur). C'est cependant une exception dans le bassin amazonien.

Sous des formes légèrement différentes, on rencontre un phénomène de « frontière » en Asie, notamment aux Philippines, en Malaisie et en Indonésie. Dans ce dernier pays le processus est ancien et principalement lié à l'inégale pression démographique, ce qui ne l'empêche pas d'être utilisé pour servir des finalités moins apparentes. La manipulation par l'État du symbolisme de la frontière intervient principalement lorsque, pour des raisons géopolitiques, économiques et démographiques, il convient de déplacer des populations importantes qu'il faut motiver, ou bien quand il faut attirer des capitaux privés, nationaux ou étrangers, ou encore justifier et consolider d'importants investissements publics.

La plupart des auteurs de ce Cahier s'accordent pour dénoncer les coûts élevés et le peu d'efficacité démographique et économique de la frontière, du moins en tant que première occupation d'un espace considéré comme vide. Ainsi malgré un rythme d'intégration de nouvelles terres à l'agriculture d'environ 400 000 hectares par an, le Brésil devra essentiellement compter sur l'intensification (et tout particulièrement sur le programme national d'irrigation) pour augmenter significativement la production de céréales. L'efficacité politique est sans nul doute bien plus importante, mais aussi plus difficilement mesurable.

L'étude des phénomènes de frontière permet de poser une série de problèmes à la fois théoriques et pratiques de portée plus générale que l'on pourrait tenter de synthétiser de la façon suivante: l'accumulation démographique et la capitalisation technique, sociale, économique et institutionnelle dans un espace donné sont des phénomènes historiques complexes et interacliés qui se développent sur la longue durée. La tentative d'écourter ce processus, en transposant certains traits des régions centrales consolidées vers la périphérie, entraîne une série d'effets pervers qui caractérisent les régions de frontière. Le temps pris pour atteindre un certain degré de consolidation représente en quelque sorte la durée de vie du phénomène de frontière. A supposer que ce soit possible (ce qui est évidemment un non-sens), le déplacement de la totalité de la structure sociale (des « formes d'encadrement » selon l'expression de P. Gourou) dans les nouveaux espaces représenterait un coût exorbitant. On aura donc une structure sociale très incomplète, souvent limitée au strict nécessaire pour la reproduction des colons. Ceci explique d'ailleurs la forte emprise des mouvements religieux et des sectes, qui viennent pallier ces déficiences et sont amenés à remplir des fonctions qui dépassent largement leurs attributions traditionnelles.

Des formes très structurées d'occupation et d'utilisation de l'espace sont possibles dans des zones restreintes. Mais alors, l'importance des investissements engagés (par l'État ou par des compagnies privées) entraîne en général un encadrement serré qui inclut les techniques de production et la commercialisation afin d'assurer un maximum de rentabilité. Il s'agit en fait d'une prolétarianisation déguisée. L'initiative et les perspectives d'évolution sont limitées. En dehors de ces cas bien précis, on rencontre tous les niveaux d'interventions, depuis la simple canalisation ou orientation des flux migratoires jusqu'aux périmètres encadrés dotés d'une assistance sanitaire, scolaire et technique d'ampleur variable. A des degrés divers, l'État s'en remet aux dynamiques sociales réelles pour la structuration

(1) Le Plan National de Réforme Agraire, actuellement en cours de difficiles négociations au Brésil, relance fortement le débat. Il est déjà à craindre qu'encore une fois, pour défendre leurs intérêts, les grands propriétaires terriens ne poussent le gouvernement à réactiver le mythe de la frontière.

des terres nouvellement conquises. Si le procédé présente l'avantage de permettre l'intégration de fractions des couches sociales marginalisées du Centre et la promotion d'une petite partie d'entre elles, il entraîne cependant une vigoureuse différenciation sociale et économique, un grand nombre d'échecs et la perpétuelle reconduction de la frontière. Tous les auteurs du Cahier évoquent la violence qui règne sur la frontière et l'épuisement physique des populations.

Malgré (à cause?) des superficies moyennes par exploitation supérieures à celles des zones de départ, et la faiblesse du capital immobilisé dans la terre, la frontière n'engendre pas le progrès technique, ce dernier est en général lié à la substitution des acteurs. De nouvelles vagues issues du Centre repoussent les premiers colons dont seul un petit nombre parvient à accumuler sur place et à réussir le passage à un nouveau stade technologique.

Étant donné la permanence du phénomène de frontière dans l'histoire du Brésil, aucune paysannerie traditionnelle n'a pu développer des attaches stables avec l'espace et procéder sur place à une capitalisation technique. Il est clair que la croyance en une disponibilité quasi infinie de terres est le corollaire d'une agriculture extensive, qui dégrade le sol et l'abandonne une fois épuisé. Elle a aussi une base économique agricole peu diversifiée, facilement déstabilisée devant la demande pour un produit, généralement d'exportation, qui conduit rapidement à une monoculture dangereuse pour l'économie locale. En ce contexte, les travailleurs ruraux seront d'autant plus sensibles aux propagandes officielles et ne présenteront pas de forte résistance pour convertir leurs aspirations en mouvements horizontaux.

Il y a donc reconduction permanente d'une catégorie de paysans sans terres et de minifundiaires susceptibles d'alimenter le cycle des frontières, et cela à la faveur du maintien des structures foncières inégalitaires, de la croissance démographique et de la faible capacité d'absorption de l'industrie. Car la frontière ne peut exister qu'à partir d'une autre frontière: le lieu d'origine des migrants qui n'ont pu se maintenir sur leurs terres dans une économie en mutation ou qui cherchent de meilleures conditions d'existence toujours plus loin. Une frontière chasse l'autre. Ce mécanisme d'intégration des nouveaux espaces aux processus centraux ne nous paraît limité ni aux seules activités agricoles, ni même aux espaces vides ou faiblement peuplés. Représente-t-il pour autant un cadre structurel et fonctionnel déterminant, une sorte de fatalité? Nous n'en sommes pas certains. Au contraire, certaines voies semblent susceptibles, notamment au Brésil, de limiter les effets pervers et de rendre la période de consolidation profitable pour un plus grand nombre. Pour se limiter aux initiatives paysannes, nous citerons la diffusion des cultures commerciales à fructification rapide (café, cacao, guarana...) qui ne nécessitent ni capital ni connaissances techniques importantes. Par ailleurs, les progrès des organisations paysannes et de leurs revendications durant ces dernières années paraissent capables de conduire à un infléchissement significatif des politiques foncières et d'infrastructures des pouvoirs publics.

Par de nombreuses études de cas et analyses théoriques, les articles présentés ici participent à ce débat sur l'interprétation de la frontière.

Catherine Aubertin      Philippe Léna